

Lettre ouverte à Madame Christine Albanel, Ministre de la Culture et de la Communication

Par Arsène Ott, Président de l'ACIM (Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale)

Copie à : Monsieur Benoît Yvert, Directeur de la Direction du livre et de la lecture

Strasbourg le 28 mars 2008

Les « natifs bibliothèques » s'attachent à la musique

Madame la Ministre,

La musique a bénéficié tout au long du 20^{ème} siècle des changements technologiques qui lui ont permis de faire évoluer l'écoute et la créativité de l'auditeur. C'est la numérisation de la musique qui nous a permis, avec le disque compact, de faire nos premières expériences d'écoute aléatoire ou programmée, d'avoir recours à des informations codées combinées aux contenus musicaux... etc.

Une première porte s'est ainsi ouverte sur la culture numérique et les bibliothèques musicales ont très vite su mettre à profit les avantages (absence d'usure, écoute intégrale, taille limitée...) offerts par le disque compact. A chaque nouvelle avancée technologique elles se mobilisaient pour intégrer de nouveaux supports, de nouveaux contenus et permettre ainsi de nouveaux usages.

Dans le même temps un grand nombre de professionnels étaient conscients que la musique se devait d'exister en bibliothèque non seulement à travers un seul support, mais à travers toute action, tout dispositif susceptible de former le goût et de créer un attachement musical.

Adhérer au changement ?

L'objet de cette lettre est précisément de vous alerter sur le fait que la place de la musique en bibliothèque ne se fait plus aujourd'hui avec cette même adhérence aux changements technologiques.

De ce fait l'une de nos missions, documenter la musique sous toutes ses formes pour en faciliter l'accès au plus grand nombre, se voit progressivement remise en cause.

La musique a été la première concernée par les bouleversements liés au téléchargement, mais ce qui était vrai hier pour la musique, l'est devenu aujourd'hui pour l'image et pour les documents imprimés.

Les bibliothèques sont restées en marge de la révolution numérique et n'ont pas encore pu jouer pleinement leur rôle en matière d'identification, de collecte, d'organisation et de communication des sources musicales digitales.

Pourquoi ce sentiment de relégation ? Cela s'explique en partie par :

- la difficulté de pouvoir adosser notre activité à un cadre juridique propice à la diffusion de la culture digitale en bibliothèque ;
- un accès à de nouveaux services numériques qui doit souvent être négocié au coup par coup, avec les représentants d'une économie émergente (plates-formes de téléchargement, producteurs d'information virtuelle...) qui n'ont que peu l'habitude de travailler avec les bibliothèques (la réciproque étant aussi vraie) ;
- la complexité d'une offre numérique en perpétuel changement, qui nous demande de multiplier les modèles d'accès à l'information musicale.

Thématiques autour desquelles l'ACIM n'a cessé d'interpeller ses adhérents et les professionnels de l'information musicale afin d'explorer de nouvelles solutions.

Se délester de la musique ?

La frilosité d'une partie des professionnels de l'information et le contexte général d'une économie du disque en plein bouleversement (pour la France la baisse du marché du support musical aura été de 18,3 % en 2007 par rapport à l'année 2006) ont conduit parfois à une crispation de l'offre documentaire en bibliothèque, avec pour principale cible la diminution (parfois même la disparition) de l'offre en matière de musique.

Le risque est réel de voir certaines bibliothèques ou collectivités chercher à se délester de la musique, la considérant comme un secteur en crise. Or ce qui est en jeu ici ce n'est pas tant la crise de la musique, que les préjugés et le climat d'oraison funèbre que cette dernière permet de véhiculer. Il est toujours plus facile, dans une période de mutation, de décréter la fin de quelque chose (en ce qui nous concerne la mort du disque), que d'imaginer le changement ou d'apprivoiser les bouleversements en matière artistique, technologique, économique et culturelle.

Or force est de constater que les outils de la création, de la diffusion et de l'écoute musicale n'ont jamais été aussi largement sollicités et diffusés. Ce n'est donc pas tant à une crise de la musique que nous assistons qu'à un renouveau dans notre façon d'avoir prise sur elle.

Renverser les perspectives en partant des expériences numériques liées à la musique.

Plutôt que de céder à la tentation qui serait de sacrifier en bibliothèque le disque par rapport au livre et de faire réapparaître le spectre de discours légitimistes, nous pourrions renverser la perspective et considérer la musique en bibliothèque comme le secteur approprié pour la mise en oeuvre d'offres de services numériques. Expériences qui pourraient ensuite être transposées à d'autres domaines, afin de définir de nouveaux modèles d'accès à l'information.

Cette vision des bibliothèques comme lieu d'expression de la culture numérique peut très bien s'imaginer dès à présent afin de permettre :

- à l'amateur de re-composer la musique ;
- au lecteur de co-signer le livre qu'il est en train de lire ;
- à la musique d'exister, par-delà les objets (disques, livres ou partitions), à travers des outils numériques de médiation ;
- à l'idée de lecture, d'écoute, d'image, de se dissocier de l'objet matériel pour renvoyer à celle de rencontre ou d'échange virtuel ;
- à l'utilisateur de se frotter à l'oeuvre, de toucher à la musique avec ses mots, ses tags ;
- au mélomane de souligner ses préférences musicales à l'aide de « marque-pages » ;
- à l'utilisateur de partager ses goûts afin de participer à une lecture ou une écoute collaborative ;
- à l'élaboration d'une communauté du savoir « en temps réel », capable de développer et de maintenir les outils technologiques les plus performants (suites de logiciels...), mais aussi de susciter le débat, de transmettre des connaissances, d'indexer, d'archiver, d'annoter ou de valider des contenus...

Comprendre les enjeux liés à la culture numérique

Face à un paysage documentaire qui ne cesse de se recomposer, il nous faudrait pouvoir dessiner avec souplesse les contours de notre activité. Face à l'abondance de l'offre numérique, il nous faudrait rechercher une abondance de solutions. Sachant que demain quelqu'un trouvera un algorithme ou écrira les lignes de codes qui vont à nouveau tout bouleverser et créer un autre modèle d'exploitation de la musique ou du savoir.

Le risque est grand de voir l'écart entre les bibliothèques et l'offre musicale numérique se creuser. Faisons en sorte que notre cadre juridique nous rapproche du public au lieu de nous en séparer. S'il existe des décalages temporels entre l'action publique et les pratiques numériques, il ne faudrait pas que cela nous oblige à courir derrière le changement, alors qu'il nous appartient au contraire de l'anticiper, d'en comprendre et d'en partager les enjeux.

Les bibliothèques continueraient ainsi à incarner le point d'équilibre entre les pratiques individuelles et les formes de vie collective, à matérialiser le point de ralliement entre les pratiques culturelles numériques et l'accès physique avec une offre documentaire ou les personnes susceptibles d'en faire la médiation.

Elles sont aidées en cela par leur implantation de proximité dans les quartiers, les villes, les départements. Lieux où elles contribuent au quotidien à la création musicale et à la démocratisation de la culture. Espaces publics de mise en présence à soi et à l'autre où l'on sculpte la musique avec des mots, des visages, des rencontres. Les bibliothèques permettraient d'ancrer la culture numérique dans l'action publique.

Les bibliothécaires pourraient ainsi jouer pleinement leur rôle de passeur, afin de poser les balises de la mémoire, de marquer les contenus et, à l'image des marionnettistes, de tirer les fils de l'information.

Apprivoiser le futur

Pour mener à bien notre travail de médiation et d'accompagnement du public nous sommes souvent amenés à démêler un écheveau de règles juridiques paralysantes. Plutôt que d'être portés par la vague numérique nous avons ainsi le sentiment d'être pris en étau entre notre action menée dans le respect des droits d'auteurs et notre mission qui est de faciliter l'accès à la musique sous toutes ses formes.

C'est pourquoi nous aimerions chercher avec vous des solutions adaptées aux besoins des bibliothèques.

La signature de conventions adaptées aux bibliothèques (SACEM) nous avait permis de gérer la diffusion musicale dans nos locaux. Peut-être faut-il chercher une solution approchante, afin de répondre à nos besoins en matière de numérisation, de consultation sur place ou en ligne de documents numériques, de téléchargement, d'actions de sensibilisation et de formation du public...

Ce serait là une façon d'entrecroiser les cultures digitales et les collections physiques, les usagers virtuels et les usagers présents physiquement dans nos bibliothèques.

C'est pour parler de ces différents enjeux que je souhaiterais, Madame la Ministre, vous rencontrer au nom de l'ACIM, afin de réfléchir avec vous aux actions qui nous permettraient d'envisager autrement la place et l'avenir de la musique en bibliothèque.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma plus haute considération.



Arsène Ott

Président de l'ACIM

Coordonnées personnelles : 14 rue d'Eckbolsheim - 67380 Lingolsheim - ao.acim@gmail.com